Document généré le 18 juil. 2025 10:36

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

Présentation

Le comité de rédaction

Numéro 3 (43), printemps 1980

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1034981ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1034981ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Le comité de rédaction (1980). Présentation. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (3), 3–5. https://doi.org/10.7202/1034981ar

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Présentation

Autour du thème « formation et éducation populaire », nous avons réuni des articles de divers pays qui constituent le *second volet* d'une problématique de l'éducation populaire. Le premier a été présenté dans le cadre du numéro de l'automne 1979 (2/42) « éducation populaire, culture et pouvoir » qui était principalement consacré à la relation d'expériences et de réflexions se rapportant aux *conditions de vie* par opposition aux *conditions de travail*, à l'éducation populaire définie comme animation communautaire ou socio-culturelle — suivant la terminologie propre à chaque pays —plutôt qu'à l'éducation populaire comprise comme projet de formation par et/ou pour les classes populaires, qu'il s'agisse de formation « de base » (alphabétisation), de formation syndicale ou politique.

Une première série d'articles concerne le rapport entre la formation et les milieux de travail. Le texte de B. Groombridge introduit au débat sur la finalité de la formation et par conséquent sur les objectifs d'une politique d'éducation : recyclage de la main d'oeuvre ou réponse à des besoins sociaux autres que ceux dictés par le marché du travail et son évolution? De façon plus explicite, M. Lizée, J. Fernandez pour le Québec, P.-A. Neri pour la Suisse, P. Demunter pour la Belgique posent la question de la répartition des ressources éducatives et de la définition du savoir, en même temps qu'ils illustrent chacun des démarches concrètes de prise en charge par les travailleurs, en lien avec leurs organisations et définissent des stratégies de développement, de ce type de promotion collective. Pour les premiers, c'est le rapport des universités aux syndicats ouvriers qui est en cause : comment parvenir à mettre au service des travailleurs les ressources matérielles et humaines des universités, comment avec de telles ressources bâtir une démarche de formation à partir du savoir propre des travailleurs? P.-A. Neri développe, dans une dynamique nationale fort différente, des interrogations analogues en relatant certaines activités de l'Université ouvrière de Genève. Pour P. Demunter, c'est davantage le rapport des ressources éducatives — définies comme un des éléments parmi de nombreux autres, sociaux, politiques, etc. d'un territoire donné, le district — à celui d'une population touchée par le chômage qui est l'objet d'une intervention spécifique.

Les interrogations centrales de ces contributions : « qui définit le quoi et le comment de la formation, qui forme? » font l'objet de l'article de M. Ouellette qui s'interroge, à partir de son expérience de formateur, sur les modalités et les enjeux de la formation, qu'il s'agisse de son contenu aussi bien que de sa pédagogie. M. Blondin relate quant à lui une démarche de formation dans un syndicat où celle-ci est assurée par les travailleurs eux-mêmes et repose directement sur leurs expériences et leurs connaissances concrètes.

Un second groupe d'articles aborde la question de la formation « de base », c'est-à-dire de l'alphabétisation tant à un niveau local qu'au niveau international, tant dans ses aspects méthodologiques que politiques, en particulier dans ses liens à un processus de conscientisation, dans le prolongement de l'oeuvre de P. Freire. J.-P. Hautecoeur et M. Laperrière et S. Wagner dressent un bilan, à l'échelle du Québec pour le premier, dans le cas d'un quartier montréalais pour les seconds de programmes d'alphabétisation qui se sont poursuivis au cours de la dernière décennie. La discussion des diverses étapes, des problématiques spécifiques à chacune d'elles dépasse en intérêt les limites locales ou nationales de leur formulation progressive pour rejoindre sans doute les préoccupations de la plupart des alphabétiseurs et des formateurs dans les milieux populaires. Elles posent en particulier le problème des rapports entre formateurs et formés surtout dans le cas où ces derniers sont, dans les sociétés industrialisées, parmi les plus dominés économiquement et culturellement. Les interventions du Literacy Working Group de Toronto qui sont menées avec des groupes de travailleurs immigrés contrastent avec celles de leurs homologues québécois. Sans doute la position structurelle des alphabétisés inscrits dans les rapports de travail pour les derniers ou au contraire exclus du travail pour les premiers est-elle déterminante dans la réussite ou l'échec du processus éducatif. L'article de M. Darcy de Oliveira complète la réflexion sur l'alphabétisation en décrivant une intervention de formation en Guinée-Bissau où l'alphabétisation remplit une véritable fonction sociale et politique et s'inscrit comme élément de base non pas seulement d'une « formation », mais du développement d'un peuple. Enfin, C. Humbert et J. Merlo posent dans le cadre des enjeux du développement le problème des fonctions politiques de la formation et discutent des conditions d'une véritable conscientisation-libération des peuples.

Le numéro s'ouvre sur un article de J.-F. Rodary qui retrace les sources de l'éducation populaire en France et pose les problèmes de sa prise en charge par les organismes officiels de formation permanente qui tendent à la réduire à une « formation générale », plutôt que par les diverses associations volontaires qui se sont depuis longtemps attachées à permettre la maîtrise par le peuple de sa culture. La préoccupation d'un contrôle populaire du processus éducatif est illustrée par une autre contribution française, celle de P. Idiart, qui relate la détermination farouche d'une partie de la classe paysanne à assurer elle-même la formation de ses membres, en particulier de ses enfants, futurs agriculteurs, à travers une organisation et une pédagogie originales qui s'efforcent d'empêcher que l'éducation populaire ne soit réduite à l'« école », c'est-à-dire institutionnalisée dans des programmes de formation et des pédagogies dont la classe paysanne aurait perdu le contrôle. Dans cette même perspective, mais dans un contexte essentiellement urbain et industriel, l'entrevue du Mouvement populaire des familles en Suisse permet de prendre contact avec une expérience de prise en charge populaire, bénéficiant elle aussi d'une longue tradition, où l'on voit une population se mobiliser pendant plusieurs années consécutives sur une mise en question de l'école et une démarche de redéfinition collective de ce que celle-ci devrait être pour rencontrer les besoins des classes populaires. Mais l'éducation populaire, si l'on entend par là une réappropriation par les classes populaires d'un savoir spécifique ne peut se faire sans instruments, en particulier sans instruments de reconstruction d'une mémoire collective et d'affirmation d'une identité populaire. De tels objectifs sont poursuivis dans le cadre d'une expérience d'animation populaire par le livre que rapporte M. Glardon. M. Thiénot enfin décrit une démarche de formation et de mobilisation de retraités et de travailleurs âgés qui luttent pour la défense de leurs droits et dont les principaux instruments de lutte ont été la rédaction et la publication de deux Manifestes. Ils y décrivent leurs conditions concrètes de vie et définissent du même coup un processus d'éducation populaire qui conduit à une nouvelle solidarité.

L'ensemble des textes présentés dans ce numéro ont en commun d'exprimer dans des secteurs divers de formation la volonté de groupes spécifiques ou de formateurs de prendre en charge (ou de permettre la prise en charge) le plus directement possible la définition et les contenus des processus de formation. Il y a partout, diffuse ou explicite, une volonté d'auto-gestion d'une éducation, voire d'une culture populaires qu'il faut souvent préalablement se réapproprier ou tout simplement réaffirmer dans leur spécificité face à une éducation et une culture

dominantes dont la force réside dans leur capacité d'institutionnaliser et par conséquent de neutraliser l'éducation « populaire ». C'est certainement là l'un des principaux enjeux des rapports de la formation à l'éducation populaire, enjeux dont la Revue se donne précisément pour objet de débattre dans les divers secteurs de l'action communautaire. Cet enjeu débouche tout naturellement sur les interrogations relatives aux rôles et aux fonctions sociales des formateurs dans leurs rapports pédagogiques et politiques aux divers groupes ou populations avec lesquels ils interviennent. Ces interrogations sont explicites dans de nombreux articles et plusieurs les suggèrent au lecteur. Dans le domaine de l'éducation, dont presque aucune technologie propre (contrairement au domaine de la santé, par exemple) ne permet de spécifier et d'équiper les agents, la définition du rôle de ces derniers apparaît particulièrement complexe, voire ambiguë, tant dans la spécification de leurs objectifs que des moyens de les atteindre. Ce dépouillement permet d'alimenter sans fard une discussion qui est au coeur de la Revue sur le rôle social et politique des diverses catégories d'intervenants, professionnels et militants, dans leurs rapports aux communautés et aux collectivités.

À la rubrique « le développement, les politiques sociales et la crise », nous proposons un article de F. Dalbert relatif à la « croissance duale » et à l'« expérimentation sociale », deux concepts qui articulent les discours des classes dirigeantes nationales dans leur gestion (de classe) de la crise économique en cours. Ce nouveau discours social, même si les termes peuvent varier quelque peu d'un pays à l'autre, est sans doute l'expression d'une nouvelle légitimation d'un ordre que les intervenants sociaux sont appelés à gérer dans son apparente cohérence.

Les commentaires, suggestions, propositions d'articles ou d'autres formes de contributions au développement de la Revue et à la problématique qu'elle porte, le soutien financier par des abonnements qui constituent, rappelons-le, la seule source de revenu de la Revue, sont autant de formes de communication et de support que nous espérons voir se développer avec nos lecteurs.

Le comité de rédaction
Montréal, mars 1980

revue internationale d'action communautaire

international review of community development

PROCHAIN NUMÉRO :

LOGEMENT ET LUTTES URBAINES

Parution : automne 1980

Abonnez-vous dès maintenant.
Votre soutien nous est indispensable.
Voir les détails en dernière page.